

2° het overblijvende gedeelte, evenredig met het bedrag bijgedragen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor het uitkeren van het bestaansminimum gedurende het jaar 1980 (na aftrek van het deel van de Staat en buiten alle financiële hulp).

Art. 2. De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de vereffening van de bedragen die aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen in uitvoering van artikel 1 van dit besluit.

Brussel, 21 oktober 1982.

De Minister van Gezondheid en Onderwijs
van de Franse Gemeenschap van België,

R. URBAIN

F. 82 — 1796

3 DECEMBRE 1982. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1960 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, § 3, § 5 et § 6;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11 modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 et l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique donné le 25 octobre 1982;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, compétent en matière budgétaire, donné le 12 novembre 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 2 décembre 1982,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Statut administratif

Section 1. — Statut du personnel

Article 1er. Le Commissariat général aux Relations internationales dispose, pour l'exécution de sa tâche, de personnel statutaire et de personnel engagé par contrat.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, le personnel statutaire du Commissariat général aux Relations internationales est soumis aux dispositions qui, pour les agents de l'Etat, les stagiaires et les agents nommés à titre temporaire, régissent :

1. Les devoirs et les incompatibilités.
2. La responsabilité personnelle.
3. Les positions administratives.
4. Les congés.
5. La suspension dans l'intérêt du service.
6. Le régime disciplinaire.
7. La cessation définitive des fonctions.
8. Le contrôle des aptitudes physiques.
9. L'ancienneté et le classement.
10. Le signalement.
11. Le recrutement.
12. La carrière.

Art. 3. § 1er. En cas de vacance d'un ou de plusieurs emplois de recrutement du personnel statutaire, un appel est fait aux candidats par insertion d'un avis au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

1. Le ou les emplois vacants.
 2. Les conditions d'admission.
 3. Le délai et les modalités fixés pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.
- § 2. Le concours de recrutement est organisé par le Commissariat général aux Relations internationales.

Art. 4. Peuvent être engagés par contrat, sur autorisation de l'Inspecteur des Finances, à la condition qu'aucun statut ne les régisse :

1. Les agents chargés des travaux de nettoyage;
2. Les agents destinés à effectuer des prestations incomplètes;
3. Les étudiants engagés pour la durée des vacances scolaires;
4. Le personnel chargé de missions à l'étranger.

Art. 5. A partir du rang 10, les membres du personnel statutaire sont nommés par Nous.

Les autres membres du personnel statutaire sont nommés par le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les relations extérieures dans ses attributions.

Art. 6. Les membres du personnel statutaire nommés par Nous prêtent serment entre les mains du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française; les autres membres du personnel statutaire prêtent serment entre les mains du Commissaire général.

Art. 7. Le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les relations extérieures dans ses attributions arrête les modalités du stage auquel les membres du personnel statutaire du niveau 1 sont soumis.

Art. 8. Pour l'application des articles 2 et 14 :

- a) l'Exécutif de la Communauté française exerce les attributions confiées au Roi, au Conseil des Ministres ou au Ministre intéressé;
- b) le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le personnel dans ses attributions exerce les attributions du Ministre de la Fonction publique;
- c) le Commissaire général exerce les fonctions attribuées au secrétaire général et au chef d'administration;
- d) le membre du personnel est assimilé à l'agent;
- e) le Commissariat général aux Relations internationales est assimilé au ministère;
- f) un conseil, comprenant le Commissaire général, le Commissaire général adjoint et les membres du personnel titulaires d'un grade classé au rang 13 au moins, exerce les attributions du conseil de direction.

Section 2. — Classement hiérarchique des grades

Art. 9. Les grades que peuvent porter les membres du personnel statutaire du Commissariat général aux Relations internationales sont répartis entre les différents niveaux, sections et rangs, conformément au tableau figurant à l'annexe I.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 10. § 1. Le personnel statutaire nommé au Commissariat général aux Relations internationales, en application des articles 12 et 13 conserve l'ancienneté de service acquise dans les services de l'Etat ou dans d'autres services publics.

§ 2. Une ancienneté de grade ou de niveau est également accordée au personnel visé au § 1 conformément aux conditions arrêtées par Nous.

Art. 11. Les droits de préférence et de priorité accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, ne peuvent pas être invoqués pour l'admission aux emplois à conférer au Commissariat général aux Relations internationales en application des articles 12 et 13.

Art. 12. § 1. A l'exception des emplois de commissaire général et de commissaire général-adjoint, les emplois créés au Commissariat général aux Relations internationales sont conférés en priorité à des agents qui tombent sous le régime de mobilité prévu à l'article 51, § 4 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifiée par la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982, relatif au recrutement dans certains services publics et par l'arrêté royal n° 103 du 20 octobre 1982 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics.

Pour la nomination aux emplois de promotion, pourront également poser leur candidature, tous les agents qui, selon les règles du statut des agents de l'Etat, répondent aux conditions requises pour être nommés aux grades à conférer.

Les candidats doivent répondre aux conditions de nomination fixées à l'article 13, 3°.

Le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les relations extérieures dans ses attributions juge si les candidats justifient d'une pratique suffisante dans le cas où cette condition est requise pour l'emploi à conférer.

§ 2. Peuvent tomber sous le régime de mobilité, tous les agents nommés à titre définitif appartenant aux services de l'Exécutif de la Communauté française ou aux organismes d'intérêt public, soumis à la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, qui relèvent exclusivement de la Communauté française, sous réserve que les agents nommés en application du régime de mobilité sont réputés transférés automatiquement à un service du Commissariat général aux Relations internationales.

§ 3. En vue d'assurer le bon fonctionnement du Commissariat, l'Exécutif de la Communauté française peut déroger, pour les premières nominations, aux dispositions du statut des agents de l'Etat relatives au recrutement et à l'avancement pour autant qu'aucune candidature valable n'ait été introduite conformément aux §§ 1 et 2.

Le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les relations extérieures dans ses attributions juge si les candidats justifient d'une pratique suffisante dans le cas où cette condition est requise pour l'emploi à conférer.

§ 4. Sont considérées comme « premières nominations », les premières nominations à chacun des emplois de cadre organique du personnel qui ont lieu dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel du Commissariat général aux Relations internationales.

Elles sont décidées par l'Exécutif en dérogation de l'article 5, alinéa 2.

Art. 13. Pour l'application de l'article 12, et en dérogation aux articles 2 et 3, la première nomination dans les emplois du cadre s'effectue conformément aux règles suivantes :

1. Le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les relations extérieures dans ses attributions déclare les emplois vacants et fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

- a) les emplois vacants;
- b) les conditions d'admission;
- c) le délai et les modalités fixées pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

2. Dans les quinze jours, les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée à la poste, adressée au Membre de l'Exécutif de la Communauté française compétent.

3. Pour être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- a) être Belge;
- b) être de conduite irréprochable;
- c) jouir des droits civils et politiques;
- d) satisfaire aux lois sur la milice;
- e) être physiquement apte;
- f) être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer conformément à l'article 16, 6°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'Etat ou bien être nommé à titre définitif, dans un service public, à un emploi du même niveau que celui à conférer.

g) satisfaire aux conditions de nomination particulières fixées dans le tableau figurant à l'annexe II.

CHAPITRE II. — Statut pécuniaire

Art. 14. Sans préjudice des dispositions au présent chapitre, le personnel du Commissariat général aux Relations internationales est soumis aux règles fixant le statut pécuniaire du personnel des ministères, en ce compris le régime des allocations et indemnités.

Art. 15. L'échelle de traitement attachée à chacun des grades particuliers du Commissariat général aux Relations internationales est fixée conformément au tableau figurant à l'annexe III.

Art. 16. Pour les titulaires des emplois conférés sur base des articles 12 et 13, lorsqu'une expérience pratique est exigée pour l'attribution de ces emplois, forme également des services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, l'activité professionnelle exercée depuis l'âge de 20, 23 ou 24 ans, selon la classe de l'échelle, si le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les relations extérieures dans ses attributions estime qu'elle a procuré une expérience indispensable à l'exercice de la fonction. L'activité entrant en ligne de compte est toutefois limitée à une période maximale de six années.

Les dispositions de l'alinéa 1er ne peuvent avoir pour conséquence qu'une même période soit prise en considération à plus d'une reprise.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel du Commissariat général aux Relations internationales.

Art. 18. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Annexe I

TABLEAU DES GRADES

Niveau I		Niveau III	
<i>Section A. — Personnel administratif</i>		<i>Section A. — Personnel administratif</i>	
Rang 16 :	Commissaire général.	Rang 34 :	Commis-sténodactylographe chef. Commis-dactylographe chef. Commis-chef.
Rang 15 :	Commissaire général adjoint. Directeur d'administration.	Rang 32 :	Commis-sténodactylographe principal. Commis-dactylographe principal. Commis principal
Rang 14 :	Premier conseiller.	Rang 30 :	Commis-sténodactylographe. Commis-dactylographe. Commis.
Rang 13 :	Conseiller-chef de service. Conseiller. Conseiller à la propagande artistique. Traducteur-directeur.	<i>Section B. — Personnel de maîtrise, gens de métier et de service</i>	
Rang 11 :	Conseiller adjoint. Premier attaché à la propagande artistique. Traducteur-reviseur principal.	Rang 33 :	Contremaître de 1ère classe.
Rang 10 :	Secrétaire d'administration. Attaché à la propagande artistique. Inspecteur. Traducteur-reviseur.	Rang 32 :	Contremaître de 2e classe.
		Rang 30 :	Contremaître de 3e classe.
		Niveau IV	
		<i>Section A. — Personnel administratif</i>	
		Rang 44 :	Agent en chef.
		Rang 43 :	Chef-huissier principal. Agent principal.
		Rang 42 :	Chef-huissier. Téléphoniste. Dactylographe.
		Rang 41 :	Messenger-huissier principal.
		Rang 40 :	Messenger-huissier.
		<i>Section B. — Personnel de maîtrise, gens de métier et de service</i>	
		Rang 44 :	Premier ouvrier spécialiste A.
		Rang 43 :	Premier ouvrier spécialiste.
		Rang 42 :	Ouvrier qualifié B. Conducteur d'auto mécanicien.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982.

Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

Annexe II

Conditions particulières de nomination

Emplois de commissaire général, de commissaire général adjoint et de directeur d'administration.	Emploi d'inspecteur.
Justifier d'une expérience utile de huit ans au moins, dans le domaine de l'administration publique ou de la coopération culturelle internationale ou de l'action culturelle et sociale.	Justifier d'une expérience utile de deux années au moins dans le domaine de l'administration publique ou de l'action culturelle et sociale et du contrôle financier.
Emploi de premier conseiller.	Emploi de traducteur-reviseur.
Justifier d'une expérience utile de six années au moins, dans le domaine de l'administration publique ou de la coopération culturelle internationale ou de l'action culturelle et sociale.	Justifier d'une expérience utile de deux années au moins dans le domaine de la traduction, de l'interprétariat et de la traduction simultanée.
Emplois de conseiller-chef de service et de conseiller.	Emplois de secrétaire d'administration.
Justifier d'une expérience utile de cinq années au moins, dans le domaine de l'administration publique ou de la coopération culturelle internationale ou de l'action culturelle et sociale.	Justifier d'une expérience utile de deux années au moins dans le domaine de l'administration publique ou de la coopération culturelle internationale ou de l'action culturelle et sociale.
Emplois de conseiller adjoint.	Emploi de gestionnaire de la documentation.
Justifier d'une expérience utile de trois années au moins dans le domaine de l'administration publique ou de la coopération culturelle internationale ou de l'action culturelle et sociale.	Justifier d'une expérience utile de deux années au moins dans le domaine de la gestion d'un centre de documentation.
Emploi d'attaché à la propagande artistique.	Emplois de chef administratif.
Justifier d'une expérience utile de trois années au moins, dans le domaine de l'administration publique ou de la coopération culturelle internationale ou de l'organisation de manifestations artistiques.	Justifier d'une expérience utile de quatre années au moins en matière de rédaction de textes administratifs.
	Emplois de sous-chef de bureau, de rédacteur.
	Justifier d'une expérience utile de deux années au moins en matière de rédaction de textes administratifs.

Emplois de traducteur.

Justifier d'une expérience utile de deux années au moins dans le domaine de la traduction.

Emplois de secrétaire de direction.

Justifier d'une expérience utile de deux années au moins en secrétariat.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982.

Emplois de réviseur comptable et de rédacteur comptable.

Justifier d'une expérience utile de deux années au moins en comptabilité.

Emplois d'hôte (ou d'hôtesse).

Justifier d'une expérience utile d'une année au moins dans le domaine de l'accueil et des relations publiques et avoir une connaissance élémentaire de deux langues autres que le français.

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Annexe III**Tableau des échelles de traitement des grades particuliers**

1. Personnel administratif :		2. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :	
Commissaire général (fonctionnaire dirigeant)	16/1	Premier ouvrier spécialiste A	44/1
Commissaire général adjoint (fonctionnaire dirigeant adjoint)	15/1	Est fixé dans l'échelle de traitement 44/3, le traitement du premier ouvrier spécialiste A, lorsque celui-ci compte au moins trois années d'ancienneté de rang ou quinze années d'ancienneté de niveau et pour autant qu'il n'ait aucune autre possibilité de carrière dans le niveau 4.	
Conseiller à la propagande artistique	13/2	Premier ouvrier spécialiste	43/5
Premier attaché à la propagande artistique	11/3	Ouvrier qualifié B	42/3
Attaché à la propagande artistique	10/1		
Gestionnaire de la documentation	24/1		
Hôte (ou hôtesse)	22/2		

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la communauté française du 3 décembre 1982.

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

N. 82 — 1796

3 DECEMBER 1982. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende de vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen

Wij, de Executieve van de Franse Gemeenschap

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 houdende de hervorming van de instellingen, inzonderheid het artikel 13, § 3, 5 en 6;

Gelet op de wet van 18 maart 1954 betreffende het toezicht op bepaalde organismen van algemeen belang, inzonderheid het artikel 11 gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 december 1957 en het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op het dekreet van 1 juli 1982 houdende de oprichting van een Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Openbaar Ambt en van de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt gegeven op 25 oktober 1982;

Gelet op het akkoord van onze Minister-voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, bevoegd inzake de begroting gegeven op 12 november 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van onze voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve op 2 december 1982,

Besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Administratief statuut**Afdeling 1. — Statuut van het personeel**

Artikel 1. Het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen beschikt voor het uitvoeren van haar taak over statutair en per arbeidsovereenkomst aangeworven personeel.

Art. 2. Onverminderd de beschikkingen van dit hoofdstuk is het statutair personeel van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen onderworpen aan de beschikkingen die voor de Rijksambtenaren, de stagairs en de tijdelijke beambten gelden in zaken :

1. De plichten en de onverenigbaarheden.
2. De persoonlijke verantwoordelijkheid.
3. De administratieve standen.
4. De verloven.
5. De schorsing in het belang van de dienst.
6. Het tuchtstelsel.
7. De definitieve ambtsneerlegging.
8. Het onderzoek naar lichamelijke geschiktheid.
9. De anciënniteit en de rangschikking.
10. De beoordeling.
11. De aanwerving.
12. De loopbaan.

Art. 3. § 1. In geval van vacature van één of meerdere te be-
geven betrekkingen van statutair personeel wordt een oproep tot
kandidaten gedaan door plaatsing van een bericht in het *Belgisch
Staatsblad*

Dit bericht vermeldt :

1. De te begeven betrekking(en);
2. De toelatingsvoorwaarden;
3. De termijn en de voorwaarden vastgesteld voor het indienen
van de kandidaturen evenals, zo nodig, de voor te leggen doku-
menten.

§ 2. Het wervingsexamen wordt georganiseerd door het com-
missariaat voor internationale betrekkingen.

Art. 4. Mogen kontraktueel aangeworven worden, mits goed-
keuring van de Inspecteur van financiën, op voorwaarde dat zij
door geen enkel statuut worden beheerst :

1. De beambten belast met de reinigingswerken;
2. De beambten die bestemd zijn voor het uitvoeren van onvolle-
dige prestaties;
3. De studenten aangeworven voor de duur van de schoolvak-
tjes;
4. Het personeel belast met opdrachten in het buitenland.

Art. 5. Vanaf rang 10 worden de personeelsleden door Ons be-
noemd.

De overige personeelsleden worden benoemd door het Lid van
de Executieve van de Franse Gemeenschap dat de buitenlandse
betrekkingen onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 6. De statutaire personeelsleden die door Ons worden
benoemd leggen de eed af in handen van de Minister-Voorzitter
van de Executieve van de Franse Gemeenschap; de overige statu-
taire personeelsleden leggen de eed af in handen van de Com-
missaris-generaal.

Art. 7. Het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap
dat de buitenlandse betrekkingen onder zijn bevoegdheid heeft,
stelt de modaliteiten van de proeftijd vast waaraan de statutaire
personeelsleden van niveau 1 onderworpen worden.

Art. 8. Voor de toepassing van artikels 2 en 14 :

- a) De Executieve van de Franse Gemeenschap oefent de
bevoegdheden uit die verleend zijn aan de Koning, de Minister-
raad of de betrokken Minister.
- b) Het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die
het personeel onder zijn bevoegdheid heeft oefent de bevoegd-
heden uit die verleend zijn aan de Minister van het Openbaar
Ambt;
- c) De Commissaris-generaal oefent de functies uit die verleend
zijn aan de Secretaris-generaal en aan het hoofd van Bestuur;
- d) Het personeelslid wordt gelijkgesteld met de ambtenaar;
- e) Het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen
wordt gelijkgesteld met het Ministerie;
- f) Een raad waarvan de Commissaris-generaal, de Adjunkt-
commissaris-generaal en de personeelsleden, titularis van een
graad minstens gerangschikt bij rang 13, deel uitmaken, oefent
de bevoegdheden uit van directieraad.

Afdeling 2. Hiërarchische rangschikking van de graden

Art. 9. De graden die de personeelsleden van het Commissa-
riaat-generaal voor internationale betrekkingen mogen bezitten
worden onder de verscheidene niveaus, afdelingen en rangen
verdeeld, overeenkomstig de tabel die zich in bijlage I bevindt.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 10. § 1. Het statutair personeel benoemd in toepassing van
de artikels 12 en 13 van dit besluit bij het Commissariaat voor
internationale betrekkingen, behoudt zijn dienstanciënniteit ver-
worven in Rijksdienst of in andere openbare diensten.

§ 2. Een anciënniteit van graad of van niveau wordt eveneens
toegekend aan het personeel zoals bedoeld in § 1 overeenkomstig
de voorwaarden door Ons vastgelegd.

Art. 11. De te begeven betrekkingen, in toepassing van de arti-
kels 12 en 13 van dit besluit, zijn onttrokken aan de voorrang-
rechten toegestaan door de wetten van 3 augustus 1919 en van
27 mei 1947 en door de wet van 26 maart 1968 die de aanwerving
vergemakkelijkt in de openbare diensten van personen die reeds
diensten hebben verleend in de samenwerking met ontwikkelings-
landen.

Art. 12. § 1. Met uitzondering van de betrekkingen van commis-
saris-generaal en van adjunct commissaris-generaal worden de
betrekkingen opgericht bij het Commissariaat-generaal voor inter-
nationale betrekkingen bij voorrang toegewezen aan de ambte-
naren die vallen onder het stelsel van mobiliteit, zoals voorzien
in artikel 51, § 4 van de wet van 28 december 1973 betreffende
het voorstel van begroting 1973-1974, gewijzigd door de program-
mawet 1981 van 2 juli 1981 bij het koninklijk besluit nr. 56 van
16 juli 1982 houdende de aanwerving in sommige openbare diens-
ten en bij koninklijk besluit nr. 103 van 20 oktober 1982 houdende
de mobiliteit van het personeel in sommige openbare diensten.

Voor de benoeming in de promotie-ambten kunnen ook ambte-
naren zich kandidaat stellen, die volgens de regels van het statuut
van de Rijksambtenaren aan de voorwaarden voldoen die vereist
zijn om benoemd te worden tot de te begeven graden.

De kandidaten moeten beantwoorden aan de benoemingsvoor-
waarden vastgesteld bij artikel 13, 3° van dit besluit.

Het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die
de buitenlandse betrekkingen onder zijn bevoegdheid heeft, oor-
deelt of de kandidaten over voldoende ervaring beschikken indien
deze voorwaarde gesteld is voor de te begeven betrekking.

§ 2. Kunnen onder het stelsel van mobiliteit vallen, alle ambte-
naren die definitief benoemd zijn en deel uitmaken van de diens-
ten van de Executieve van de Franse Gemeenschap of van de
organismen van openbaar nut, onderworpen aan de wet van
16 maart 1954 betreffende het toezicht op bepaalde organismen
van openbaar nut, die uitsluitend ressorteren onder de Franse
Gemeenschap, onder het voorbehoud dat de beambten benoemd
in toepassing van het stelsel van mobiliteit geacht worden auto-
matisch overgeplaatst te zijn naar een dienst van het Commissa-
riaat-generaal voor internationale betrekkingen.

§ 3. Teneinde de goede werking van het Commissariaat te ver-
zekeren, kan het Lid van de Executieve van de Franse Gemeen-
schap die de buitenlandse betrekkingen onder zijn bevoegdheid
heeft voor de eerste benoemingen afwijken van de bepalingen
van het statuut van de Rijksbeambten wat betreft de aanwerving
en promotie, voorzover geen valabele kandidatuur werd ingediend
in overeenstemming met §-1 en § 2 van dit artikel.

Het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die
de buitenlandse betrekkingen onder zijn bevoegdheid heeft, oor-
deelt of de kandidaten over voldoende ervaring beschikken indien
deze voorwaarde gesteld is voor de te begeven betrekking.

§ 4. Worden beschouwd als « eerste benoemingen » de eerste
benoemingen voor elk van de betrekkingen van het organiek
personeelskader, die plaatsgrijpen binnen een termijn van zes maand
die aanvangt op de datum waarop het besluit van de Executieve
van de Franse Gemeenschap houdende de vaststelling van het
organiek personeelskader van het Commissariaat-generaal voor
internationale betrekkingen in werking treedt.

Hieromtrent wordt in afwijking op artikel 5, alinea 2, beslist
door de Executieve.

Art. 13. Voor de toepassing van het artikel 12 en in afwijking
op de artikelen 2 en 3 van dit besluit, wordt de eerste benoeming
voor de betrekkingen in het personeelskader verricht overeen-
komstig de volgende regelingen :

1. Het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die
de buitenlandse betrekkingen onder zijn bevoegdheid heeft, ver-
klaart de betrekkingen open en doet een oproep tot kandidaten
door het plaatsen van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt :

- a) de vacante betrekkingen;
- b) de toelatingsvoorwaarden;
- c) de termijn en de voorwaarden vastgesteld voor het indienen
van de kandidaturen evenals, zo nodig, de voor te leggen doku-
menten.
2. Binnen de vijftien dagen moeten de kandidaturen ingediend
worden per bij de post aangetekende brief en gericht zijn aan het
bevoegde Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap.
3. Om toegelaten te worden, moeten de kandidaten voldoen
aan de volgende voorwaarden :
 - a) Belg zijn;
 - b) van onberispelijk gedrag zijn;
 - c) van de burgerlijke en politieke rechten genieten;
 - d) voldoen aan de militiewetten;
 - e) lichamelijk geschikt zijn;

f) houder zijn van een studiediploma of -getuigschrift dat in overeenstemming is met het niveau van de te begeven graad in overeenstemming met het artikel 16,6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van de Rijksambtenaren, of vast benoemd zijn in een openbare dienst in een betrekking van hetzelfde niveau als degene die te begeven is;

g) voldoen aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden vastgesteld in de tabel die zich in bijlage II bevindt.

HOOFDSTUK II. — Geldelijk statuut

Art. 14. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk, is het personeel van het Commissariaat generaal voor internationale betrekkingen onderworpen aan de regels die het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries vaststelt, hierbij zijn het stelsel van de toelagen en de schadeloosstellingen begrepen.

Art. 15. De weddeschaal die overeensteemt met elkeen van de bijzondere graden van het Commissariaat generaal voor internationale betrekkingen is vastgesteld overeenkomstig de tabel die zich in bijlage III bevindt.

Art. 16. Voor de titularissen van betrekkingen toegekend op grond van de artikelen 12 en 13 van dit besluit, wanneer een praktijkervaring vereist wordt voor het toekennen van deze betrek-

kingen, dan maakt ook voor de diensten die toegelaten kunnen worden tot het toekennen van tussenkomende verhogingen, de beroepsactiviteit uitgeoefend sinds de leeftijd van 20, 23 of 24 jaar naargelang de rang in de loopbaan, deel uit, indien het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die de buitenlandse betrekkingen onder zijn bevoegdheid heeft, met het akkoord van de Minister van het Openbaar Ambt, meent dat deze een ervaring heeft bijgebracht die onmisbaar was voor de uitoefening van de functie. De activiteit waarmee hierbij rekening kan worden gehouden wordt evenwel beperkt tot een maximum duur van zes jaren.

De bepalingen van het 1ste alinea kunnen niet tot gevolg hebben dat eenzelfde periode meer dan één enkele maal in aanmerking wordt genomen.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat het organieke personeelskader van het Commissariaat voor internationale betrekkingen vaststelt.

Art. 18. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 1982.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

Bijlage I

TABEL DER GRADEN

Niveau I	Niveau III
<p><i>Afdeling A. — Administratief personeel</i></p> <p>Rang 16 : Commissaris generaal.</p> <p>Rang 15 : Adjunkt commissaris generaal. Administratiebestuurders.</p> <p>Rang 14 : Eerste adviseur.</p> <p>Rang 13 : Adviseur. Adviseur van de kunstpropaganda. Vertaler-directeur.</p> <p>Rang 11 : Adjunkt adviseur. Eerste attaché van de kunstpropaganda. Eerstaanwend vertaler revisor.</p> <p>Rang 10 : Bestuurssekretaris. Attaché van de kunstpropaganda. Inspekteur. Vertaler-revisor.</p>	<p><i>Afdeling A. — Administratief personeel</i></p> <p>Rang 34 : Klerk-Chefstenotypiste. Klerk-Cheftypiste. Chef-Klerk.</p> <p>Rang 32 : Klerk-hoofdstenotypiste. Klerk-hoofdtypiste. Hoofdklerk.</p> <p>Rang 30 : Klerk-stenotypiste. Klerk-typiste. Klerk.</p> <p><i>Afdeling B. — Toezichtspersoneel, ambachtslieden en dienstpersoneel</i></p> <p>Rang 33 : Meestergast 1ste klas.</p> <p>Rang 32 : Meestergast 2e klas.</p> <p>Rang 30 : Meestergast 3e klas.</p>
Niveau II	Niveau IV
<p><i>Afdeling A. — Administratief personeel</i></p> <p>Rang 25 : Hoofd-vertaler.</p> <p>Rang 24 : Beheerder van de dokumentatie. Bestuurschef. Eerstaanwend vertaler.</p> <p>Rang 22 : Boekhouder-revisor. Hostes (of gastheer). Onderbureauchef. Vertaler. Hoofddirektiesekretaresse.</p> <p>Rang 21 : Direktiesekretaresse.</p> <p>Rang 20 : Opsteller-boekhouder. Opsteller.</p>	<p><i>Afdeling A. — Administratief personeel</i></p> <p>Rang 44 : Chef beambte.</p> <p>Rang 43 : Chef-hoofdkamerbewaker. Hoofdbeambte.</p> <p>Rang 42 : Chef-kamerbewaker. Telefoniste. Typiste.</p> <p>Rang 41 : Bode-hoofdkamerbewaker.</p> <p>Rang 40 : Bode-kamerbewaker.</p> <p><i>Afdeling B. — Toezichtspersoneel, ambachtslieden en dienstpersoneel</i></p> <p>Rang 44 : Eerste gespecialiseerde werkmán A.</p> <p>Rang 43 : Eerste gespecialiseerde werkmán.</p> <p>Rang 42 : Bevoegd werkmán B. Autogeleider mechaniciën.</p>

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982.

De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

Bijlage II

Bijzondere benoemingsvoorwaarden

Betrekkingen van commissaris-generaal, van adjunkt commissaris-generaal en van administratiebestuurder.

Een nuttige ervaring van minstens acht jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking of van de kulturele en sociale werking rechtvaardigen.

Betrekking van eerste adviseur.

Een nuttige ervaring van minstens zes jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking of van de kulturele en sociale werking rechtvaardigen.

Betrekkingen van adviseur-dienstchef en van adviseur.

Een nuttige ervaring van minstens vijf jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking of van de kulturele en sociale werking rechtvaardigen.

Betrekkingen van adjunkt-adviseur.

Een nuttige ervaring van minstens drie jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking of van de kulturele en sociale werking rechtvaardigen.

Betrekking van attaché van de kunstpropaganda.

Een nuttige ervaring van minstens drie jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking of van het organiseren van kunstmanifestaties rechtvaardigen.

Betrekking van inspekteur.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking en het financieel toezicht rechtvaardigen.

Betrekking van vertaler-revisor.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied op het gebied van vertaling, vertolking en simultaanvertaling rechtvaardigen.

Betrekkingen van bestuurssekretaris.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied van de openbare bestuursdiensten of van de internationale kulturele samenwerking of van de kulturele en sociale werking rechtvaardigen.

Betrekkingen van beheerder van de dokumentatie.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied van het beheer van een dokumentatie-centrum rechtvaardigen.

Betrekkingen van bestuurschef.

Een nuttige ervaring van minstens vier jaar op het gebied van het opstellen van administratieve teksten rechtvaardigen.

Betrekkingen van onderbureauchef, van opsteller.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied van het opstellen van administratieve teksten rechtvaardigen.

Betrekkingen van vertaler.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied van de vertaling rechtvaardigen.

Betrekkingen van direktiesekretaresse.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar op het gebied van sekretariaatswerk rechtvaardigen.

Betrekkingen van boekhouder-revisor en van opsteller-boekhouder.

Een nuttige ervaring van minstens twee jaar inzake boekhouding rechtvaardigen.

Betrekkingen van hostes (of gastheer).

Een nuttige ervaring van minstens één jaar op het gebied van het onthaal en de betrekkingen met het publiek rechtvaardigen en een basiskennis hebben van twee talen, naast het Frans.

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982.

De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

Bijlage III

Tabel van de weddeschalen van de bijzondere graden

Tabel van de weddeschalen van de bijzondere graden

1. Administratief personeel:	
Commissaris-generaal (leidend ambtenaar)	16/1
Adjunkt commissaris-generaal (adjunkt leidend ambtenaar)	15/1
Adviseur van de kunstpropaganda	13/2
Eerste attaché van de kunstpropaganda	11/3
Attaché van de kunstpropaganda	10/1
Beheerder van de dokumentatie	24/1
Hostes (of gastheer)	22/2

2. Toezichtspersoneel, ambachtslieden en dienstpersoneel:	
Eerste gespecialiseerde werkmán A	44/1
Is vastgesteld in de weddeschaal 44/3 de wedde van de eerste gespecialiseerde werkmán A wanneer deze minstens drie jaar ranganciënniteit of 15 jaar niveau-anciënniteit bezit en voorzover er geen enkele andere loopbaanmogelijkheid bestaat in het niveau 4.	
Eerste gespecialiseerde werkmán	43/5
Bevoegd werkmán B	42/3

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982.

De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX